

-----  
**ORGANE DE REGLEMENT  
DES DIFFERENDS**

**DECISION N°2025-D00119/ARCOP/ORD**

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Siégeant en matière de discipline à sa séance du 15 juillet 2025 contre BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE), (IFU 00074680 Z et RCCM BF OUA 01 2016 A10 02802 adresse 01 BP 5470 OUAGADOUGOU 01) et son représentant légal Monsieur DA Anicet BADO pour leur défaillance dans l'exécution du marché n°EPE-CENAMAFS/00/01/02/00/2024/00034 pour l'acquisition et l'installation de matériel de bureau au profit du Centre national des manuels et fournitures scolaires (CENAMAFS) lot 01 ;

Composé de :

Monsieur Lévi SAWADOGO, Président de séance,

Madame K. Sylvie SEREME/TAPSOBA,

Monsieur Abdouramane DIALLO,

Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Madame K. Irène BAYANE/ZONGO, assurant le secrétariat de l'ORD ;

**Vu** *la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;*

**Vu** *le décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 portant, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*

**Vu** *le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;*

**Vu** *le décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*

**Vu** *le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;*

**Sur** *poursuite contre BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE), (IFU 00074680 Z et RCCM BF OUA 01 2016 A 10 02802) et son représentant légal Monsieur DA Anicet BADO pour leurs défaillances relativement à l'exécution du marché ci-dessus cité ;*

**Vu** *l'ensemble des pièces du dossier ;*

*Les mis en cause entendus ;*

*A rendu la présente décision :*

**contre**

BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE), (IFU 00074680 Z et RCCM BF OUA 01 2016 A 10 02802) et son représentant légal Monsieur DA Anicet BADO ;

Statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

## **I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES**

l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a reçu l'ampliation de la décision de résiliation du marché concerné par lettre issue du Centre National des Manuels et Fournitures Scolaires (CENAMAFS) en date du 18 décembre 2024 ;

il ressort en substance de cette décision que BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) a été titulaire du marché ci-dessus cité ; que dans le cadre de l'exécution dudit marché, deux (02) mises en demeure régulières lui ont été adressées sans suite ; qu'en conséquence, ledit marché a été résilié conformément à la réglementation en vigueur ;

en réponse, les mis en cause relèvent que l'attribution du marché s'est faite en 2024 ; qu'il s'agissait de l'acquisition et l'installation de matériel de bureau au profit du CENAMAFS (lot 01) ; que le délai de livraison était de 30 jours ; qu'ils ont proposé un item (copieur) qui au moment de la livraison était en manque sur le marché ; que dans de tel cas si un item est en manque ils proposent toujours à l'autorité contractante des items dont les caractéristiques sont supérieures pour compenser afin de pouvoir livrer même si cela n'est pas toujours en leur avantage ; qu'ils acceptent perdre par moment pour permettre à l'autorité contractante d'avoir toujours ses biens dans les délais requis ; qu'ainsi, le copieur proposé étant en manque au moment de l'exécution, ils avaient proposé un autre copieur plus performant que ce qui avait été convenu dans la facture pro-forma ; que mais l'autorité contractante a refusé de réceptionner le matériel au motif que cela ne respecte pas les prescriptions techniques définies dans l'offre ;

## **II. DISCUSSION**

### **A. sur la compétence,**

considérant que le marché sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 63 de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 et des articles 209 et 213 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'ORD est compétent pour connaître de la défaillance des titulaires en matière de commande publique ;

considérant que les présentes poursuites visent des cas de défaillance ayant abouti à la résiliation du marché n°EPE-CENAMAFS/00/01/02/00/2024/00034 pour l'acquisition et l'installation de matériel de bureau au profit du CENAMAFS (lot 01) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

### **B. sur la recevabilité,**

considérant qu'il ressort de l'article 213 in fine du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF suscitée que : « l'Autorité de régulation de la commande publique établit périodiquement la liste des entreprises défaillantes » ;

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n°2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal dans le cadre de l'exécution du marché ci-dessus cité ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

### **C. Sur le fond,**

considérant qu'aux termes de l'article 2 point 20 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF ci-dessus cité, « l'entreprise responsable, au cours des dix (10) dernières années pour les marchés de travaux et des trois (3) dernières années pour les autres natures de prestations, d'une inexécution partielle ou totale, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive ou dont un marché public a été résilié à son tort exclusif » est une entreprise défaillante ;

considérant qu'il ressort des textes en vigueur, notamment l'article 63 de la loi n°005-2024/ALT du 20 avril 2024 et les articles 209 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que l'entreprise défaillante peut faire l'objet de plusieurs sanctions dont l'exclusion temporaire ou définitive et la sanction pécuniaire prononcées par l'Organe de règlement non juridictionnel des différends ;

considérant qu'aux termes des articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que les candidats à une consultation de consultants, une demande de cotation, un appel d'offres restreint, une entente directe ne doivent pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes ;

considérant que BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal, ont été régulièrement saisi de la présente procédure par voie de signification d'huissier de justice ;

considérant qu'il est reproché aux deux (02) acteurs, BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal, de n'avoir pas rempli leurs obligations contractuelles, ce qui a conduit à la résiliation du marché ci-dessus cité ; qu'en effet, l'autorité contractante a dû résilier le contrat devant l'incapacité du titulaire du marché à l'exécuter ;

considérant que les mis en cause expliquent que la cause principale de cette inexécution est lié au fait que le copieur proposé dans son offre a été retiré du marché ; que pour ce faire, un copieur plus performant a été proposé mais malheureusement l'autorité contractante n'a pas accédé à sa requête ;

considérant que la résiliation a été régulièrement prononcée et notifiée au titulaire du marché après deux (02) mises en demeure restées sans effets ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et pris connaissance des pièces versées au dossier, constate que la résiliation du marché est intervenue suite à l'incapacité des mis en cause de lever les observations soulevées lors de la réception technique du marché, et ce, après deux mises en demeure restées sans suite ; que l'inexécution des obligations contractuelles relève de la responsabilité exclusive des mis en cause ;

que les conditions de la défaillance sont établies à leur égard dans le cadre de l'exécution du marché sus cité, aucun élément mettant en cause la responsabilité de l'autorité contractante n'ayant été démontré ;

considérant que les faits reprochés à BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal sont avérés et constitutifs de cas de violation de la réglementation ;

que dès lors, ces faits engagent la responsabilité de BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal ;

### **PAR CES MOTIFS**

#### **DECIDE :**

- **qu'il est compétent ;**
- **que la procédure disciplinaire est recevable ;**

- que la résiliation du marché n°EPE-CENAMAFS/00/01/02/00/2024/00034 pour l'acquisition et l'installation de matériel de bureau au profit du CENAMAFS (lot 01) l'a été au tort exclusif de BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal, Monsieur DA Anicet BADO ;
- que leurs défaillances sont donc établies conformément aux dispositions des articles 2, 73, 76, 78, 80 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 pour une période d'une (01) année à compter du prononcé de la présente décision ;
- que BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal, Monsieur DA Anicet BADO sont condamnés solidairement à verser la somme de trente-quatre mille cinq cent quinze (34 515) FCFA, équivalant à 1% du montant hors taxes de trois millions quatre cent cinquante un mille cinq cent (3 451 500) FCFA du marché ci-dessus visé ;
- qu'ils disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la présente décision pour s'acquitter de la somme due, et à défaut, ils sont suspendus de toutes les procédures de la commande publique pour une période d'un (01) an à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours ci-dessus impartis ;
- que par ailleurs, la défaillance étant établie, BATRACOR (BADO TRADE CORPORATE) et son représentant légal, Monsieur DA Anicet BADO après paiement de la somme due, demeureront suspendues pour une période d'un (01) an des procédures de consultations de consultants, de demandes de cotations, d'appel d'offres restreint, des ententes directes conformément aux articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ;
- que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 15 juillet 2025

Le Président de séance

**Lévi SAWADOGO**